



**Retombées économiques des
activités de chasse, de pêche et
de piégeage au Québec en 2018**

Avril 2020

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	4
SOMMAIRE DES RÉSULTATS	5
1. DESCRIPTION DU MANDAT	7
2. MÉTHODOLOGIE – RETOMBÉES ÉCONOMIQUES.....	7
2.1 LE MODÈLE INTERSECTORIEL DU QUÉBEC	8
2.2 RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR LE QUÉBEC	8
2.2.1 <i>Analyse des rapports précédents</i>	9
2.2.2 <i>Analyse des nouveaux sondages des dépenses des PCPP et indexation</i>	9
2.2.3 <i>Codification des vecteurs de dépenses</i>	9
2.2.4 <i>Simulations intersectorielles</i>	9
2.3. PRODUCTION DU RAPPORT PROVINCIAL.....	9
3. DÉPENSES ADMISSIBLES DES ACTIVITÉS DE CHASSE, DE PÊCHE ET DE PIÉGEAGE.....	11
3.1 DÉPENSES ADMISSIBLES POUR LA CHASSE	11
3.2 DÉPENSES ADMISSIBLES POUR LA PÊCHE.....	12
3.3 DÉPENSES ADMISSIBLES POUR LE PIÉGEAGE	13
4. IMPACTS ÉCONOMIQUES DES ACTIVITÉS DE CHASSE, DE PÊCHE ET DE PIÉGEAGE AU QUÉBEC	14
4.1 IMPACTS ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES LIÉES À LA CHASSE	14
4.2 IMPACTS ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES LIÉES À LA PÊCHE	15
4.3 IMPACTS ÉCONOMIQUES DES DÉPENSES LIÉES AU PIÉGEAGE	16
5. ÉVOLUTION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	16
5.1 ÉVOLUTION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA CHASSE DE 2011 – 2016	17
5.2 ÉVOLUTION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA PÊCHE DE 2010 – 2015	17
5.3 ÉVOLUTION DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DU PIÉGEAGE DE 2006 – 2016.....	18
6. IMPACT ÉCONOMIQUE CONSOLIDÉ DES PARTICIPANTS AUX ACTIVITÉS DE CHASSE, DE PÊCHE ET DE PIÉGEAGE.....	20
ANNEXE A : FACTEURS D’INDEXATION PAR ACTIVITÉ FAUNIQUE	22

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : ÉTUDE D'IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PCPP – FAITS SAILLANTS	5
TABLEAU 2 : DÉPENSES COURANTES DES CHASSEURS EN 2016	11
TABLEAU 3 : DÉPENSES EN BIENS DURABLES DES CHASSEURS EN 2016	12
TABLEAU 4 : DÉPENSES COURANTES DES PÊCHEURS EN 2015	12
TABLEAU 5 : DÉPENSES EN BIENS DURABLES DES PÊCHEURS EN 2015	13
TABLEAU 6 : DÉPENSES COURANTES DES PIÉGEURS EN 2016	13
TABLEAU 7 : DÉPENSES EN BIENS DURABLES DES PIÉGEURS EN 2016	14
TABLEAU 8 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES CHASSEURS EN 2016	14
TABLEAU 9 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PÊCHEURS EN 2015	15
TABLEAU 10 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PIÉGEURS EN 2016	16
TABLEAU 11 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES CHASSEURS 2011 - 2016	17
TABLEAU 12 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PÊCHEURS 2010 - 2015	18
TABLEAU 13 : IMPACTS ÉCONOMIQUES DES PIÉGEURS 2006 - 2016	18
TABLEAU 14 : IMPACTS ÉCONOMIQUES CONSOLIDÉS DES PCPP EN 2016	20

SIGLES ET ACRONYMES

B.E.S.T.E.	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CPP	chasse, pêche et piégeage
CSST	Commission de santé et de sécurité du travail
ETC	Équivalent temps complet (emploi)
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MCPP	Ministère de la Chasse, de la Pêche et des Parcs
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MPO	Ministère des Pêches et des Océans du Canada (Pêches et Océans Canada)
PCPP	participants aux activités de chasse, de pêche et de piégeage
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Sommaire des résultats

Le tableau 1 suivant permet d'apprécier de manière synoptique les résultats de l'étude de retombées économiques des participants aux activités de chasse, de pêche et de piégeage (PCPP).

Tableau 1 : Étude d'impacts économiques des PCPP – Faits saillants

	Chasseurs	Pêcheurs	Piégeurs	Total
Année	2016	2015	2016	
Nombre de personnes	303 669	652 919	7 486	964 074
Dépenses de consommation (en M\$ 2018)	474	399	9,2	882,2
Dépenses en biens durables (en M\$ 2018)	322	451	21,1	794,1
Dépenses exclues (en M\$ 2018)	0	-47	-1,3	-48,3
Dépenses admissibles (en M\$ 2018)	796	803	29	1 628
Impacts économiques (en M\$ 2018)				
Impact économique - PIB (en M\$ 2018)	459,2	473,4	13,6	946,2
Valeur ajoutée (VA) (en M\$ 2018)	357	350	9,5	716,5
Évolution VA 2010-2016	35 %	-25 %	-14 %	-6 %
Revenus fiscaux Québec (en M\$ 2018)	85	99	3,2	186,9
Revenus fiscaux Canada (en M\$ 2018)	40	44	1,5	86
Emplois ETC¹	6 337	5 766	147	12 250
Évolution emplois ETC	65%	-20%	-7%	6,8%

Note : la somme des éléments de certaines lignes peut donner un résultat légèrement différent des montants inscrits dans la colonne Total et de petites différences peuvent également ressortir par rapport aux données figurant au tableau 14. Le taux de variation des ETC par rapport à l'étude de 2012 est calculé sur la base des retombées directes et indirectes seulement.

Trois sondages ont permis d'obtenir l'estimation du nombre de participants aux activités de chasse, 303 669 en 2016, aux activités de pêche, 652 919 en 2015, et au piégeage, 7 486 en 2016. Ces mêmes sondages ont également permis d'évaluer les dépenses admissibles au

¹ Équivalent temps complet

calcul des retombées économiques, soit 796 M\$ pour les chasseurs, 803 M\$ pour les pêcheurs, et 29 M\$ pour les piégeurs, pour un total 1 628 M\$ en dépenses admissibles. Ce total est composé de 882 M\$ en dépenses de consommation et de 796 M\$ en dépenses en biens durables, dont on a retranché 48 M\$ pour les achats de terrains et de chalets existants qui n'engendrent pas de retombées économiques.

Les retombées économiques des PCCP ont été estimées à l'aide du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec. Six (6) simulations ont permis l'obtention des résultats présentés ci-après, soit une simulation pour les dépenses de consommation et une autre pour les dépenses en biens durables pour les chasseurs, pour les pêcheurs et pour les piégeurs. Les indicateurs de performance privilégiés pour apprécier les retombées économiques sont l'impact sur le produit intérieur brut (PIB), ou pour certains analystes, sur la valeur ajoutée (VA) (salaires, autres revenus bruts, et traitements avant impôts), et la création d'emplois qui se mesure en équivalent temps complet (ETC). Tous les résultats sont présentés en dollars de 2018 peu importe l'année des sondages.

Les dépenses admissibles des chasseurs en 2016 ont contribué à hauteur de **459 M\$** au **PIB** québécois dont 357 M\$ en VA. Il s'agit d'un accroissement de VA de 35 % en terme réel par rapport à 2010. Ces dépenses ont engendré la création ou le maintien de **6 337 emplois ETC**, en hausse de 65 % par rapport à 2010. Les activités de chasse ont généré des revenus fiscaux de 85 M\$ pour le gouvernement du Québec et de 40 M\$ pour le gouvernement du Canada.

Les dépenses admissibles des pêcheurs en 2015 ont alimenté le **PIB** québécois de **473 M\$** dont 350 M\$ en VA. Il s'agit d'une diminution de VA de 25 % en terme réel par rapport à 2011. Ces dépenses ont engendré la création ou le maintien de **5 766 emplois ETC**, en baisse de 20 % par rapport à 2010. Les activités de pêche ont généré des revenus fiscaux de 99 M\$ pour le gouvernement du Québec et de 44 M\$ pour le gouvernement du Canada.

Les dépenses admissibles des piégeurs en 2016 ont soutenu de **13,6 M\$** le **PIB** québécois dont 9,5 M\$ en VA. Il s'agit d'une diminution de VA de 14 % en terme réel par rapport à 2006. Ces dépenses ont engendré la création ou le maintien de **147 emplois ETC**, en baisse de 7 % par rapport à 2006. Les activités de piégeage ont généré des revenus fiscaux de 3,2 M\$ pour le gouvernement du Québec et de 1,5 M\$ pour le gouvernement du Canada.

Les dépenses consolidées des PCPP ont eu un **impact positif de 946 M\$ sur le PIB** québécois, dont 717 M\$ en VA, une baisse de 6 % en terme réel par rapport aux mesures antérieures. Qui plus est, **12 250 emplois ETC** ont été maintenus ou créés par les dépenses des PCPP, en hausse de 6,8 % par rapport aux mesures antérieures. Les revenus fiscaux totaux ont été de 187 M\$ pour le Québec et de 86 M\$ pour le Canada.

1. Description du mandat

Le Bureau d'études stratégiques et techniques en économique (B.E.S.T.E.) s'est vu confier la responsabilité par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) d'évaluer les retombées économiques des dépenses des Québécois qui pratiquent la chasse, la pêche et le piégeage.

Les attributions liées à ce mandat se répartissaient en deux (2) phases dont la première comptait trois (3) livrables et la seconde, sept (7) livrables.

Sommairement, le mandat consistait en premier lieu à calculer les retombées économiques des dépenses des Québécois qui pratiquent la chasse, la pêche et le piégeage à partir de sondages effectués par le MFFP auprès des participants à ces activités, et ce, dans le but d'obtenir un portrait d'ensemble pour le Québec par type d'activités. En deuxième lieu, les retombées économiques devaient être ventilées par région et par espèce ou groupe d'espèces à l'aide de méthodes statistiques et/ou d'hypothèses de répartition.

L'ensemble des constats issus de cette étude est consigné dans trois rapports : le premier rapport porte sur les retombées économiques provinciales de la pêche, de la chasse et du piégeage; le second rapport, plus technique, porte sur la méthodologie de calculs, les hypothèses de ventilation des dépenses et de répartition régionale par espèce des résultats, ainsi que les résultats de l'exercice; Enfin, le troisième rapport, plus synthétique et vulgarisé, présente l'ensemble des travaux en insistant principalement sur les résultats régionalisés par espèce.

2. Méthodologie – Retombées économiques

Cette étude est une mise à jour de travaux similaires publiés par le MCPP en 2014. Afin de rendre les résultats de la mise à jour comparables à ceux de l'étude initiale, les choix méthodologiques et les hypothèses de travail de la première étude ont été respectés autant que faire se peut.

En premier lieu, la méthode consiste à estimer les dépenses admissibles des participants aux activités de chasse, de pêche et de piégeage (PCPP) à partir des résultats de sondages, puis à les décomposer ou à les agréger en fonction des catégories équivalentes dans le modèle intersectoriel du Québec pour effectuer les simulations. Les dépenses admissibles, soient les dépenses de consommation et les dépenses d'investissement des PCPP, sont les intrants pour les simulations intersectorielles. Les rapports de simulations faites à l'aide du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) servent ensuite à l'analyse des retombées économiques.

2.1 Le modèle intersectoriel du Québec

Les retombées économiques ont été estimées à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ. Fondamentalement, ce modèle de programmation linéaire reconstitue les échanges dans l'économie du Québec sous forme matricielle dans un ensemble agrégé comprenant environ 178 secteurs productifs et 447 biens et services. Comme tout modèle, il s'agit d'une simplification de la réalité. Il permet d'évaluer l'impact sur plusieurs paramètres économiques de l'augmentation des dépenses résultant d'un choc exogène² sur la demande finale ou sur des secteurs productifs. L'impact économique permet d'apprécier le rendement social (économique) d'investissements qui se prêtent mal à l'évaluation financière des rendements, surtout lorsque les investissements ne sont pas orientés vers le profit comptable.

Plus précisément, le modèle intersectoriel de l'ISQ reproduit de manière synthétique les échanges entre les divers agents de production de l'économie québécoise qui accompagnent un accroissement de la demande finale. L'information fournie par le modèle intersectoriel permet de suivre la propagation de la demande et de calculer les effets successifs d'activités générées par celle-ci. Ainsi, le modèle permet de mesurer l'impact économique initial (l'effet direct) des dépenses sur un secteur donné, l'hôtellerie par exemple. Le modèle calcule ensuite l'impact de la demande de l'hôtelier sur ses propres fournisseurs (l'effet indirect), tel que le secteur alimentaire, puis l'effet indirect du secteur alimentaire sur l'agriculture, et ainsi de suite. L'impact économique total correspond à la somme des effets directs et indirects.

Le résultat des simulations permet de qualifier et de quantifier les impacts sur divers indicateurs économiques, dont ceux qui suivent :

- le marché du travail, soit le nombre d'emplois maintenus ou créés ;
- la rémunération des facteurs de production, notamment les salaires et les profits des entreprises ;
- les fuites ou les importations ;
- les taxes indirectes ;
- la fiscalité et la parafiscalité des gouvernements canadien et québécois.

2.2 Retombées économiques pour le Québec

Quoique les dépenses de consommation et celles d'investissement soient l'objet d'un traitement séparé pour le calcul des retombées économiques, la méthodologie utilisée pour l'identification des dépenses admissibles aux simulations intersectorielles reste la même.

² Dans le cas présent, les dépenses admissibles des PCPP.

2.2.1 Analyse des rapports précédents

Cette étape a permis d'apprécier l'approche retenue préalablement pour estimer les retombées économiques des dépenses des PCPP en 2014. Les facteurs clés pris en compte sont les hypothèses d'éclatement des dépenses de consommation et d'investissement en fonction de la classification des biens SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) tirée des tableaux d'intrant de simulation de l'ISQ.

2.2.2 Analyse des nouveaux sondages des dépenses des PCPP et indexation

Les nouveaux vecteurs de dépenses des PCPP ont été élaborés à partir des résultats des sondages. La méthode choisie en 2014 pour l'indexation a été adoptée, soit l'utilisation des valeurs médianes des indices de prix à la consommation conséquents avec les années d'indexation.

2.2.3 Codification des vecteurs de dépenses

La codification a été effectuée en collaboration avec l'ISQ, notamment pour les biens fictifs comme les dépenses d'entretien et de réparation des véhicules ou les dépenses en nourriture et boissons qui doivent être décomposées en fonction de la classification des biens de l'ISQ (thé, café, viande, pain, céréale, etc.). Les choix de 2014 ont été respectés dans la mesure du possible, notamment les répartitions obtenues par l'utilisation de la méthode de Simos³. Le résultat de cette sous-activité a permis la production de six (6) vecteurs codifiés pour les simulations à l'ISQ.

2.2.4 Simulations intersectorielles

Les six (6) vecteurs codifiés ont été transmis à l'ISQ pour simulations. Les simulations ont permis d'obtenir l'estimation des retombées économiques des activités de chasse, de pêche et de piégeage des Québécois en matière de consommation et d'investissement.

Comme les sondages de référence datent de 2015 pour la pêche et de 2016 pour la chasse et le piégeage, les simulations ont été effectuées sur la base des valeurs du modèle intersectoriel de 2016 et en dollars de 2016. Cette approche permet un meilleur appariement entre les valeurs d'origine et les résultats, notamment en ce qui a trait aux revenus fiscaux et parafiscaux et à l'emploi.

Les résultats de ces simulations ont ensuite été indexés en dollars de 2018.

2.3. Production du Rapport provincial

Les résultats de l'application de la méthodologie décrite précédemment ont permis la production du présent rapport sur l'impact économique à l'échelle provinciale des activités

³ BDCM Conseil Inc., *Retombées économiques des activités de chasse, de pêche et de piégeage au Québec en 2012, 2013*, pp 8-10.

liées à la chasse, à la pêche et au piégeage (CPP), rapport qui comprend quelques statistiques sur l'évolution de ces dépenses.

3. Dépenses admissibles des activités de chasse, de pêche et de piégeage

Les dépenses admissibles des activités de chasse, pêche et piégeage ont été calculées à partir de trois (3) sondages auprès des participants, soient :

1. Enquête sur les chasseurs québécois en 2016, réalisée pour le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs;
2. Enquête sur la pêche récréative au Canada 2015, réalisée pour Pêches et Océans Canada (MPO) ;
3. Enquête sur les piégeurs québécois en 2016, réalisée pour le Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Les dépenses recensées par ces sondages ne comprennent que les dépenses des Québécois. Les retombées économiques calculées ci-après excluent donc la création de richesse et d'emplois découlant des dépenses des touristes venus de l'extérieur du Québec pour pratiquer les activités de CPP.

La plupart des données générées par les sondages ont été utilisées intégralement. L'exception principale à cette règle porte sur l'acquisition de propriétés qui soulève deux types de problèmes. Premièrement, il importe de distinguer les dépenses pour l'achat d'un terrain de celles liées à l'achat d'un bâtiment. En effet, les dépenses pour l'achat de terrains ne produisent pas d'impact économique. Lorsque la valeur des terrains acquis n'était pas spécifiée dans le sondage, des hypothèses ont été formulées pour soustraire un montant correspondant aux dépenses affectées à cette rubrique. Deuxièmement, l'achat d'un chalet déjà existant n'engendre pas d'impact économique, puisque seuls des titres de propriété sont échangés.

3.1 Dépenses admissibles pour la chasse

Le tableau 2 qui suit présente les dépenses de consommation admissibles des Québécois pour la pratique de la chasse en 2016 et le tableau 3, les dépenses en biens durables.

Tableau 2 : Dépenses courantes des chasseurs en 2016

Dépenses courantes	Montant dépensé (en \$ CA)
Forfaits	23 623 198
Frais de transport	98 015 306
Autre	9 694 867
Alimentation (nourriture, restaurant, boissons)	67 977 653
Droits d'accès	34 586 786
Frais d'hébergement (location d'équipement, chalet, hôtel, etc.)	21 355 141
Appâts et leurres	36 756 399

Permis	32 788 134
Location de véhicules spéciaux (4X4, VR, motoneige, etc.)	1 708 054
Frais d'utilisation de véhicules spéciaux	26 568 667
Frais récurrents liés à un terrain ou à un immeuble	69 253 421
Entretien d'armes et achat de munitions	20 911 366
Frais pour la transformation de la viande	28 255 481
Services d'un guide	1 548 287
Services d'un chien de sang	569 678
Location d'équipement de camping	214 324
Total	473 826 762

Tableau 3 : Dépenses en biens durables des chasseurs en 2016

Dépenses (biens durables)	Montant dépensé (en \$ CA)
Armes de chasse et accessoires	89 713 730
Appelants et appeaux	12 327 050
Vêtements, chaussures	43 079 700
Achat de véhicules spéciaux (motoneige, bateau, etc.)	156 661 150
Achat d'équipement de camping	11 799 360
Autre	8 361 220
Total	321 942 210

3.2 Dépenses admissibles pour la pêche

Les tableaux 4 et 5 présentent respectivement les dépenses courantes et les dépenses en biens durables des Québécois pour la pêche sportive en 2015.

Tableau 4 : Dépenses courantes des pêcheurs en 2015

Dépenses courantes	Montant dépensé (en \$ CA)
Forfaits	54 888 503
Nourriture et hébergement	125 379 890
Frais de transport	135 367 527
Services de pêche	43 208 567
Matériel de pêche	36 409 886
Autre	3 366 966
Total	398 621 339

Tableau 5 : Dépenses en biens durables des pêcheurs en 2015

Dépenses (biens durables)	Montant dépensé (en \$ CA)
Attirail de pêche	43 094 932
Matériel de camping	33 752 232
Embarcations	167 465 165
Véhicules spéciaux	132 259 893
Terrains et bâtiments	58 526 136
Autre	16 219 426
Total	451 317 784

3.3 Dépenses admissibles pour le piégeage

Finalement, les tableaux 6 et 7 présentent les dépenses courantes et en biens durables des piégeurs québécois en 2016.

Tableau 6 : Dépenses courantes des piégeurs en 2016

Dépenses courantes	Montant dépensé (en \$ CA)
Frais de transport	4 910 816
Autre	239 552
Alimentation (nourriture, restaurant, boissons)	1 107 928
Frais d'hébergement (location d'équipement, chalet, hôtel, etc.)	22 458
Permis	239 552
Location de véhicules spéciaux (4X4, VR, motoneige, etc.)	67 374
Location d'équipement de camping	7 486
Entretien de camps et de chalets	1 197 760
Entretien de pièges, de collets et de fûts	748 600
Bail à droit exclusif	209 608
Chauffage	209 608
Appâts et leurres	239 552
Total	9 200 294

Tableau 7 : Dépenses en biens durables des piégeurs en 2016

Dépenses (biens durables)	Montant dépensé (en \$ CA)
Embarcations	763 572
Véhicules spéciaux	9 889 006
Vêtements, chaussures	643 796
Achat d'équipement de camping	82 346
Véhicules	4 671 264
Construction de camp ou de chalet	1 639 434
Achat de camp ou de chalet	2 200 884
Outils ou articles de quincaillerie	853 404
Pièges et collets	1 714 294
Moules en bois ou en métal, etc.	202 122
Matériel de piégeage autre	396 758
Total	23 056 880

4. Impacts économiques des activités de chasse, de pêche et de piégeage au Québec

Les dépenses admissibles de consommation et en biens durables présentées précédemment ont servi d'intrant à six (6) simulations intersectorielles à l'ISQ, conformément à la méthodologie décrite précédemment. Les résultats de ces simulations constituent le point focal de ce rapport.

4.1 Impacts économiques des dépenses liées à la chasse

Le tableau 8 qui suit permet d'apprécier les impacts économiques des activités de chasse des Québécois en 2016. Les résultats sont présentés en dollars canadiens 2018 sur la base d'un taux d'indexation de 1,028.

Tableau 8 : Impacts économiques des chasseurs en 2016

Variables	en '000\$ 2018		
	Consommation	Biens durables	Total
Produit intérieur brut (PIB)	324 246	134 935	459 182
Revenus fiscaux			
Québec	52 248	32 336	84 584
Canada	23 597	16 221	39 817
Revenus parafiscaux			
Québec	22 645	8 105	30 750
Canada	4 863	1 746	6 610
Emplois (ETC)	4 960	1 376	6 337
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation ¹	1,028	1,028	

Les activités de chasse des Québécois au Québec ont donc engendré un impact économique total en 2016 de 459 M\$ (en dollars de 2018), soit 324 M\$ par les dépenses de consommation et 135 M\$ par les achats de biens durables.

Pour ce qui est des dépenses liées aux activités de chasse des Québécois, celles-ci ont engendré des revenus fiscaux de 84,6 M\$ pour le Québec et de 39,8 M\$ pour le Canada. De plus, elles ont contribué au financement du filet social québécois (CSST, CNESST, etc.) à hauteur de 30,8 M\$, ainsi qu'à celui du Canada (assurance-emploi), pour 6,6 M\$.

Enfin, les activités de chasse des Québécois ont permis la création ou le maintien de 6 337 emplois en équivalent temps complet (ETC).

4.2 Impacts économiques des dépenses liées à la pêche

Le tableau 9 ci-dessous présente le résultat des simulations intersectorielles sur les dépenses des pêcheurs québécois en 2015. Les résultats sont présentés en dollars canadiens 2018 sur la base d'un taux d'indexation de 1,036.

Tableau 9 : Impacts économiques des pêcheurs en 2015

Variables	en '000\$ 2018		
	Consommation	Biens durables	Total
Produit intérieur brut (PIB)	290 872	182 529	473 402
Revenus fiscaux			
Québec	58 702	40 390	99 092
Canada	24 089	20 144	44 233
Revenus parafiscaux			
Québec	18 486	11 663	30 149
Canada	4 022	2 584	6 606
Emplois (ETC)	3 635	2 131	5 766
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation	1,036	1,036	

Tel que décrit dans le tableau ci-dessus, les dépenses des pêcheurs québécois en 2015 ont engendré un accroissement du PIB de 473 M\$ (en dollars 2018), dont 291 M\$ par le biais des dépenses de consommation et 183 M\$ en raison des dépenses en biens durables.

Ces mêmes dépenses ont généré des revenus de 99 M\$ et de 44 M\$ pour le Québec et le Canada respectivement. Elles ont également contribué au financement du filet social québécois pour 30,1 M\$ et à l'assurance-emploi pour 6,6 M\$.

Finalement, 5 766 emplois ETC ont été maintenus ou créés en 2015 par les activités des Québécois liées à la pêche.

4.3 Impacts économiques des dépenses liées au piégeage

Le tableau 10 qui suit permet d'apprécier les retombées économiques des dépenses des piégeurs en 2016. Les résultats sont présentés en dollar 2018 sur la base d'un taux d'indexation de 1,030.

Tableau 10 : Impacts économiques des piégeurs en 2016

Variables	en '000\$ 2018		
	Consommation	Biens durables	Total
Produit intérieur brut (PIB)	5 494	8 073	13 568
Revenus fiscaux			
Québec	1 328	1 876	3 204
Canada	576	948	1 524
Revenus parafiscaux			
Québec	326	508	834
Canada	70	107	177
Emplois (ETC)	59	87	147
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation	1,030		

Les dépenses des piégeurs pour leurs activités ont eu un impact économique mesuré par la variation du PIB québécois en 2016 de 13,6 M\$ (2018), soit environ 5,5 M\$ par le truchement des dépenses de consommation et 8,1 M\$ en raison des dépenses en biens durables.

Les revenus fiscaux découlant des activités de piégeages se sont chiffrées à 3,2 M\$ pour le Québec et à 1,6 M\$ pour le Canada, alors que les contributions aux filets sociaux ont totalisé 834 000 \$ pour le Québec et 177 000 \$ pour le Canada.

Le piégeage a permis de créer ou de maintenir 147 emplois ETC en 2016.

5. Évolution des retombées économiques

Cette section présente l'évolution des retombées économique des activités CPP sur la base des sondages de 2011 et 2016 pour la chasse, de 2010 et 2015 pour la pêche et de 2006 et 2016 pour le piégeage. Les principaux résultats des simulations de l'ISQ pour les années

de référence sont présentés ci-après. Afin que ces résultats soient comparables, ils ont tous été indexés en dollars de 2018 en fonction des indices de prix à la consommation de l'ISQ.

L'impact sur le PIB québécois n'étant pas disponible dans l'étude de 2014, les indicateurs retenus pour suivre l'évolution de chaque secteur sont l'impact sur la valeur ajoutée et l'impact sur l'emploi.

Les revenus fiscaux des gouvernements du Québec et du Canada sont présentés à titre indicatif, ces derniers étant tributaires des politiques fiscales des deux paliers de gouvernement.

5.1 Évolution des retombées économiques de la chasse de 2011 – 2016

Le tableau 11 qui suit présente l'évolution économique du secteur de la chasse entre 2011 et 2016.

Tableau 11 : Impacts économiques des chasseurs 2011 - 2016

Variable	en '000\$ 2018		
	Total 2011	Total 2016	Variation
Produit intérieur brut (PIB)	n.d.	459 182	
Valeur ajoutée	264 794	356 955	35%
Revenus fiscaux			
Québec	48 592	84 584	74%
Canada	18 088	39 817	120%
Emplois (ETC)	3 829	6 337	65%
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation	1,070	1,028	

On constate que, sur la période, l'impact économique des chasseurs tel que mesuré par la variation de la valeur ajoutée s'est accru de 35 % pour atteindre 357 M\$ en 2016 et que l'emploi a grimpé de 65 % pour culminer à 6 337 ETC.

5.2 Évolution des retombées économiques de la pêche de 2010 – 2015

Le tableau 12 ci-dessous présente l'évolution de l'impact économique du secteur de la pêche entre 2010 et 2015, y inclut la pêche sur glace.

Tableau 12 : Impacts économiques des pêcheurs⁴ 2010 - 2015

Rubrique	en '000\$ 2018		
	Total 2010	Total 2015	Variation
Produit intérieur brut (PIB)	n.d.	473 402	
Valeur ajoutée	466 448	350 301	-25%
Revenus fiscaux			
Québec	91 918	99 092	8%
Canada	33 425	44 233	32%
Emplois (ETC)	7171	5 766	-20%
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation	1,071	1,036	

Les impacts économiques liés à la pêche sportive des Québécois ont diminué sensiblement, soit de 25% pour la valeur ajoutée et de 20 % pour l'emploi.

5.3 Évolution des retombées économiques du piégeage de 2006 - 2016

Le tableau 13 qui suit présente l'évolution de l'impact économique du secteur du piégeage entre 2010 et 2016.

Tableau 13 : Impacts économiques des piégeurs 2006 - 2016

Rubrique	en '000\$ 2018		
	Total 2006	Total 2016	Variation
Produit intérieur brut (PIB)	n.d.	13 568	
Valeur ajoutée	10 982	9 472	-14%
Revenus fiscaux			
Québec	2 665	3 204	20%
Canada	960	1 524	59%
Emplois (ETC)	158	147	-7%
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>			
Facteur d'indexation	1,066	1,030	

Les impacts économiques liés aux activités de piégeage sont également en déclin. Ainsi, la valeur ajoutée a diminué de 14 % pour atteindre 9,5 M\$, alors que l'emploi a connu une baisse de 7 %, atteignant 147 ETC en 2016.

⁴ Inclut la pêche sur glace



6. Impact économique consolidé des participants aux activités de chasse, de pêche et de piégeage

Le tableau 14 ci-dessous permet d'apprécier de manière synoptique l'impact total des activités des Québécois pour la chasse (en 2016), pour la pêche (en 2015) et pour le piégeage (en 2016).

Tableau 14 : Impacts économiques consolidés des PCPP en 2016

Rubrique	en '000\$ 2018			Variation 2010-16
	Consommation	Durable	Total	
Produit intérieur brut (PIB)	620 613	325 538	946 151	
Valeur ajoutée			716 728	-6,0%
Revenus fiscaux				
Québec	112 279	74 602	186 880	
Canada	48 262	37 889	86 151	
Revenus parafiscaux				
Québec	41 456	20 697	62 153	
Canada	8 955	4 438	13 394	
Emplois (ETC)	8 654	3 595	12 249	6,8%
<i>Source : Simulations intersectorielles ISQ</i>				

Les dépenses admissibles totales des participants se chiffrent à 1 628 M\$ pour les activités de chasse (796 M\$), de pêche (803 M\$) et de piégeage (29 M\$) et ont engendré un accroissement du PIB québécois d'environ 946 M\$, dont 717 M\$ en valeur ajoutée, ce qui représente une réduction de 6 % de cet impact économique sur la période 2010-2016. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des dépenses des pêcheurs sportifs. Paradoxalement, le nombre d'emplois dans ces secteurs en équivalent temps complet s'est accru de 6,8 % pour atteindre 12 249 ETC en 2016.

Bureau d'études stratégiques
et techniques en économie

6, rue des Bouleaux

Bromont (Québec) J2L 2T9

Tél. : 514.604.7530 et 450.726.0607

JMBERGEVIN@GMAIL.COM

www.beste.ca



ANNEXE A : Facteurs d'indexation par activité faunique

ⁱ Ce rapport intègre des données provenant de rapports antérieurs ayant couvert différentes années d'activités de chasse, de pêche et de piégeage. Pour rendre les données comparables, elles ont été indexées en fonction des paramètres présentés au tableau qui suit. Les plages d'indexation correspondent aux périodes où se pratiquent les activités.

Retombées économiques des activités de chasse, de pêche et de piégeage au Québec

Facteur d'indexation par activité faunique

Rubrique	Période-saison	Mois médian	IPC-QC de base	IPC-QC de base	IPC-QC 2018	Facteur d'indexation - données de 2015 et 2016 à 2018	Facteur d'indexation - données de 2012 à 2018
Chasse	Septembre à décembre	Octobre	Sept. 2012 120,9	Oct. 2016 125,9	Sept. 2018 129,4	1,028	1,070
Pêche	Avril au 1er lundi de septembre	Juin	Juin 2012 120,6	Juin 2015 124,7	Juin 2018 129,2	1,036	1,071
Piégeage	Octobre à avril	Décembre	Sept. 2012 120,9	Déc. 2016 125,2	Sept. 2018 128,9	1,030	1,066

Source: Institut de la Statistique du Québec, Indices des prix à la consommation

Compilation B.E.S.T.E